DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 10 juillet 2013

relative à une participation financière de l'Union aux programmes de contrôle de la pêche présentés par les États membres pour 2013

[notifiée sous le numéro C(2013) 4256]

(Les textes en langues allemande, anglaise, bulgare, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovène et suédoise sont les seuls faisant foi.)

(2013/410/UE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 861/2006 du Conseil du 22 mai 2006 portant mesures financières communautaires relatives à la mise en œuvre de la politique commune de la pêche et au droit de la mer ([1]), et notamment son article 21,

considérant ce qui suit:

(1) Dans sa lettre du 9 octobre 2012, la Commission a défini les domaines prioritaires à financer par l'Union dans le cadre des programmes de contrôle de la pêche. Ces domaines prioritaires comprennent des améliorations dans le système de contrôle d'un État membre, les mesures de la puissance du moteur et la traçabilité des produits de la pêche. La Commission a également précisé, dans sa lettre du 14 mai 2012, les exigences à remplir par les opérateurs et par les États membres lors de la réalisation d'investissements en faveur de projets de traçabilité.

(2) Les États membres ont présenté à la Commission leur programme de contrôle de la pêche pour l'année 2013, conformément à l'article 20 du règlement (CE) n° 861/2006, accompagné des demandes de participation financière de l'Union pour les dépenses liées à la mise en œuvre des projets figurant dans ce programme.

(3) Sur cette base et compte tenu des contraintes budgétaires, les demandes de financement de l'Union liées à des actions non prioritaires telles que l'installation d'équipements d'identification automatique (AIS) à bord des navires de pêche, les projets de formation sans lien avec les améliorations à apporter aux systèmes de contrôle des États membres, ainsi que l'achat ou la modernisation de navires et aéronefs de patrouille destinés à la surveillance des pêches ont été rejetées du fait qu'elles ne concernent pas des domaines prioritaires.

(4) Il convient de fixer les montants maximaux et le taux de la participation financière de l'Union dans les limites prévues à l'article 15 du règlement (CE) n° 861/2006 et d'établir les conditions dont cette participation est assortie.

(5) En ce qui concerne les projets en matière de traçabilité, il est important de veiller à ce qu'ils soient élaborés sur la base de normes internationales reconnues, conformément à l'article 67, paragraphe 8, du règlement d'exécution (UE) n° 404/2011 de la Commission du 8 avril 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche ([2]).

(6) Les demandes de financement de l'Union ont fait l'objet d'une évaluation de leur conformité aux règles définies dans le règlement (CE) n° 391/2007 de la Commission du 11 avril 2007 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 861/2006 du Conseil en ce qui concerne les dépenses consenties par les États membres pour la mise en œuvre des systèmes de suivi et de contrôle applicables à la politique commune de la pêche ([3]).

(7) La Commission a évalué les projets dont le coût n'excède pas 40 000 EUR hors TVA et a retenu ceux pour lesquels il est justifié de prévoir un cofinancement de l'Union à la lumière des améliorations qu'ils sont susceptibles d'apporter au système de contrôle des États membres demandeurs.

(8) Afin d'encourager les investissements dans les domaines prioritaires définis par la Commission et compte tenu de l'impact négatif de la crise financière sur les budgets des États membres, il importe que les dépenses relatives auxdits domaines prioritaires bénéficient d'un taux de cofinancement élevé, dans les limites fixées à l'article 15 du règlement (CE) n° 861/2006.

(9) Pour pouvoir bénéficier d'une participation de l'Union, il convient que les dispositifs automatiques de localisation, ainsi que les dispositifs électroniques d'enregistrement et de communication embarqués à bord des navires de pêche remplissent les conditions fixées par le règlement d'exécution (UE) n° 404/2011.

(10) Les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité de la pêche et de l'aquaculture,

([1]) JO L 160 du 14.6.2006, p. 1.

([2]) JO L 112 du 30.4.2011, p. 1.

([3]) JO L 97 du 12.4.2007, p. 30.

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Objet

La présente décision prévoit, pour 2013, une participation financière de l'Union aux dépenses consenties par les États membres en 2013 dans le cadre de la mise en œuvre des systèmes de suivi et de contrôle applicables à la politique commune de la pêche (PCP), conformément à l'article 8, paragraphe 1, point a), du règlement (CE) n° 861/2006.

Article 2

Liquidation des engagements en cours

Tous les paiements qui font l'objet d'une demande de remboursement sont effectués par l'État membre concerné au plus tard le 30 juin 2017. Les paiements effectués par un État membre après ce délai ne peuvent bénéficier d'un remboursement. Les crédits budgétaires qui concernent la présente décision sont dégagés au plus tard le 31 décembre 2018.

Article 3

Nouvelles technologies et réseaux informatiques

1. Les dépenses consenties, en ce qui concerne les projets visés à l'annexe I, pour la mise en place de nouvelles technologies et de réseaux informatiques permettant une collecte et une gestion efficaces et sûres des données en liaison avec le suivi, le contrôle et la surveillance des activités de pêche ainsi que la vérification de la puissance des moteurs donnent droit à une participation financière correspondant à 90 % des dépenses admissibles, dans la limite des plafonds fixés dans ladite annexe.

2. En ce qui concerne les projets de traçabilité, la participation de l'Union est limitée à un montant de 1 000 000 EUR dans le cas des investissements effectués par les autorités des États membres, et de 250 000 EUR dans le cas des investissements privés. Par État membre et par décision de financement, il peut être accepté un maximum de deux projets confiés à un opérateur privé. Le nombre total de projets de traçabilité réalisés par des opérateurs privés est limité à huit par État membre et par décision de financement.

3. Pour pouvoir bénéficier de la participation financière visée au paragraphe 2, tous les projets cofinancés en vertu de la présente décision répondent aux exigences applicables prévues au règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil [1] et au règlement d'exécution (UE) n° 404/2011.

4. Toute autre dépense consentie, en ce qui concerne les projets visés à l'annexe I, donne droit à une participation financière correspondant à 50 % des dépenses admissibles, dans la limite des plafonds fixés dans ladite annexe.

Article 4

Dispositifs automatiques de localisation

1. Les dépenses consenties, en ce qui concerne les projets visés à l'annexe II, pour l'acquisition et l'installation à bord des navires de pêche de dispositifs automatiques de localisation permettant à un centre de surveillance de la pêche de suivre la trajectoire des navires à distance au moyen d'un système de surveillance des navires (VMS) peuvent bénéficier d'une participation financière à concurrence de 90 % des dépenses admissibles, dans les limites fixées dans ladite annexe.

2. La participation financière visée au paragraphe 1 est calculée sur la base d'un prix plafonné à 2 500 EUR par navire.

3. Pour pouvoir bénéficier de la participation financière visée au paragraphe 1, les dispositifs automatiques de localisation remplissent les conditions fixées par le règlement (CE) n° 2244/2003 de la Commission [2].

Article 5

Systèmes d'enregistrement et de communication électroniques

Les dépenses consenties, en ce qui concerne les projets visés à l'annexe III, pour le développement, l'acquisition et l'installation des éléments nécessaires aux systèmes d'enregistrement et de communication électroniques, assistance technique comprise, en vue de permettre un échange d'informations efficace et sûr en matière de suivi, de contrôle et de surveillance des activités de pêche peuvent bénéficier d'une participation financière à concurrence de 90 % des dépenses admissibles, dans les limites fixées dans ladite annexe.

Article 6

Dispositifs électroniques d'enregistrement et de communication

1. Les dépenses consenties, en ce qui concerne les projets visés à l'annexe IV, pour l'acquisition et l'installation à bord des navires de pêche de dispositifs d'enregistrement et de communication électroniques permettant aux navires d'enregistrer et de communiquer à un centre de surveillance de la pêche, par voie électronique, les données relatives aux activités de pêche peuvent bénéficier d'une participation financière à concurrence de 90 % des dépenses admissibles, dans les limites fixées dans ladite annexe.

2. La participation financière visée au paragraphe 1 est calculée sur la base d'un prix plafonné à 3 000 EUR par navire, sans préjudice du paragraphe 4.

3. Pour pouvoir bénéficier d'une participation financière, les dispositifs électroniques d'enregistrement et de communication remplissent les conditions fixées conformément au règlement d'exécution (UE) n° 404/2011.

4. Dans le cas des dispositifs combinant des fonctions d'enregistrement et de communication électroniques et de surveillance des navires et remplissant les conditions fixées par le règlement d'exécution (UE) n° 404/2011, la participation financière visée au paragraphe 1 du présent article est calculée sur la base d'un prix plafonné à 4 500 EUR par navire.

[1] JO L 343 du 22.12.2009, p. 1.

[2] JO L 333 du 20.12.2003, p. 17.

Article 7

Projets pilotes

Les dépenses consenties, en ce qui concerne les projets visés à l'annexe V, pour les projets pilotes portant sur les nouvelles technologies de contrôle peuvent bénéficier d'une participation financière à concurrence de 50 % des dépenses admissibles, dans les limites fixées dans ladite annexe.

Article 8

Participation maximale de l'Union

La participation maximale de l'Union, par État membre, est la suivante:

(EUR)

État membre	Dépenses prévues dans le programme national de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Belgique	1 369 250	1 369 250	1 232 325
Bulgarie	15 339	15 339	13 805
Danemark	6 801 633	5 226 502	4 691 350
Allemagne	17 502 400	4 291 800	3 794 200
Estonie	280 000	280 000	252 000
Irlande	1 200 000	1 200 000	1 080 000
Grèce	1 370 029	1 370 029	1 153 026
Espagne	12 186 266	9 137 042	7 562 370
France	5 373 796	5 363 796	4 811 416
Italie	7 480 000	2 160 000	1 944 000
Chypre	600 000	600 000	540 000
Lettonie	192 735	192 735	173 462
Lituanie	389 539	389 539	350 585
Malte	1 375 002	1 228 802	636 605
Pays-Bas	3 264 205	2 389 410	2 142 252
Pologne	3 422 251	3 322 251	2 990 026
Portugal	1 608 900	703 500	633 150
Roumanie	769 000	419 000	313 100
Slovénie	315 100	293 400	241 500
Finlande	1 682 500	1 682 500	1 514 250
Suède	1 392 838	1 392 838	1 253 555
Royaume-Uni	1 039 444	1 039 444	816 423
Total	**69 630 227**	**44 067 177**	**38 139 400**

Article 9

Destinataires

Le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République de Chypre, la République italienne, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 10 juillet 2013.

Par la Commission
Maria DAMANAKI
Membre de la Commission

ANNEXE I

NOUVELLES TECHNOLOGIES ET RÉSEAUX INFORMATIQUES

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Belgique			
BE/13/01	240 000	240 000	216 000
BE/13/02	30 000	30 000	27 000
BE/13/03	30 000	30 000	27 000
BE/13/05	60 000	60 000	54 000
BE/13/06	30 000	30 000	27 000
BE/13/08	4 250	4 250	3 825
BE/13/09	825 000	825 000	742 500
Sous-total	***1 219 250***	***1 219 250***	***1 097 325***
Bulgarie			
BG/13/01	15 339	15 339	13 805
Sous-total	***15 339***	***15 339***	***13 805***
Danemark			
DK/13/01	536 215	536 215	482 593
DK/13/03	402 161	402 161	361 945
DK/13/04	335 134	0	0
DK/13/05	268 107	268 107	241 297
DK/13/06	335 134	335 134	301 621
DK/13/07	536 215	0	0
DK/13/08	201 080	201 080	180 972
DK/13/09	134 054	134 054	120 648
DK/13/10	335 134	335 134	301 621
DK/13/11	402 161	402 161	361 945
DK/13/12	100 540	0	0
DK/13/13	134 054	0	0
DK/13/14	536 215	536 215	482 593
DK/13/15	201 080	0	0
DK/13/16	268 107	0	0
DK/13/17	1 125 000	1 125 000	1 000 000
DK/13/18	73 000	73 000	65 700
DK/13/19	275 000	275 000	247 500
DK/13/20	268 107	268 107	241 296
Sous-total	***6 466 498***	***4 891 368***	***4 389 731***
Allemagne			
DE/13/09	60 000	60 000	54 000
DE/13/10	75 000	75 000	67 500

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
DE/13/12	90 000	90 000	81 000
DE/13/15	2 880 000	2 880 000	2 592 000
DE/13/14	170 000	170 000	153 000
DE/13/17	353 800	353 800	250 000
DE/13/18	110 000	110 000	99 000
DE/13/19	350 000	0	0
DE/13/20	95 000	0	0
DE/13/21	443 100	0	0
DE/13/22	650 000	0	0
DE/13/23	970 000	0	0
DE/13/24	275 000	0	0
DE/13/25	420 000	0	0
DE/13/26	250 000	0	0
DE/13/27	105 500	105 500	94 950
Sous-total	***7 297 400***	***3 844 300***	***3 391 450***
Grèce			
EL/13/02	300 000	300 000	270 000
EL/13/03	200 000	200 000	100 000
EL/13/04	300 000	300 000	270 000
EL/13/05	50 000	50 000	45 000
EL/13/06	50 000	50 000	45 000
EL/13/08	169 694	169 694	152 724
EL/13/09	230 335	230 335	207 302
Sous-total	***1 300 029***	***1 300 029***	***1 090 026***
Irlande			
IE/13/01	50 000	50 000	45 000
IE/13/02	50 000	50 000	45 000
Sous-total	***100 000***	***100 000***	***90 000***
Espagne			
ES/13/01	651 500	651 500	325 750
ES/13/02	205 971	205 971	185 374
ES/13/03	377 698	377 698	339 928
ES/13/04	252 976	252 976	227 678
ES/13/05	256 514	256 514	230 863
ES/13/06	527 423	527 423	474 680
ES/13/07	298 291	298 291	268 462
ES/13/09	353 996	353 996	318 596
ES/13/10	63 457	63 457	57 111
ES/13/11	72 922	72 922	65 630
ES/13/12	183 900	183 900	165 510

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
ES/13/13	215 814	215 814	194 233
ES/13/14	786 000	786 000	707 400
ES/13/15	186 567	186 567	167 910
ES/13/16	367 543	367 543	330 789
ES/13/17	186 754	186 754	168 079
ES/13/18	178 000	178 000	160 200
ES/13/20	115 000	115 000	103 500
ES/13/21	230 000	230 000	207 000
ES/13/22	142 400	0	0
ES/13/23	25 000	25 000	22 500
ES/13/24	90 000	90 000	81 000
ES/13/25	250 000	0	0
ES/13/27	160 000	0	0
ES/13/29	95 557	95 557	86 001
ES/13/30	95 410	95 410	85 869
ES/13/33	33 000	33 000	29 700
ES/13/34	54 000	54 000	48 600
ES/13/35	681 000	0	0
ES/13/36	780 000	0	0
ES/13/37	518 710	518 710	250 000
ES/13/39	258 000	258 000	232 200
ES/13/40	481 698	481 698	250 000
ES/13/41	379 119	263 294	236 966
Sous-total	***9 554 220***	***7 424 995***	***6 021 529***
France			
FR/13/02	180 000	180 000	162 000
FR/13/03	150 000	150 000	135 000
FR/13/04	400 000	400 000	360 000
FR/13/06	1 000 300	1 000 300	900 270
FR/13/07	1 080 600	1 080 600	972 540
FR/13/08	1 080 600	1 080 600	972 540
FR/13/09	211 500	211 500	190 350
FR/13/10	269 350	269 350	242 415
FR/13/11	51 446	51 446	46 301
Sous-total	***4 423 796***	***4 423 796***	***3 981 416***
Italie			
IT/13/01	260 000	260 000	234 000
IT/13/02	120 000	0	0
IT/13/03	500 000	500 000	450 000
IT/13/04	1 000 000	1 000 000	900 000

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
IT/13/05	300 000	300 000	270 000
IT/13/07	800 000	0	0
IT/13/08	2 000 000	0	0
IT/13/09	2 400 000	0	0
Sous-total	***7 380 000***	***2 060 000***	***1 854 000***
Chypre			
CY/13/01	50 000	50 000	45 000
CY/13/02	150 000	150 000	135 000
CY/13/03	400 000	400 000	360 000
Sous-total	***600 000***	***600 000***	***540 000***
Lettonie			
LV/13/01	11 200	11 200	10 080
LV/13/02	58 350	58 350	52 515
LV/13/03	123 185	123 185	110 867
Sous-total	***192 735***	***192 735***	***173 462***
Lituanie			
LT/13/01	144 810	144 810	130 329
LT/13/03	13 033	13 033	11 730
Sous-total	***157 843***	***157 843***	***142 059***
Malte			
MT/13/01	55 510	55 510	49 959
MT/13/02	1 173 292	1 173 292	586 646
Sous-total	***1 228 802***	***1 228 802***	***636 605***
Pays-Bas			
NL/13/01	278 172	278 172	250 000
NL/13/02	277 862	277 862	250 000
NL/13/03	286 364	286 364	250 000
NL/13/04	276 984	276 984	249 285
NL/13/05	129 398	129 398	116 458
NL/13/06	200 000	0	0
NL/13/07	230 000	0	0
NL/13/08	36 120	36 120	32 508
NL/13/09	89 860	0	0
NL/13/10	129 500	129 500	116 550
NL/13/11	125 010	125 010	112 450
NL/13/12	72 908	0	0
NL/13/13	282 027	0	0

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
NL/13/14	200 000	200 000	180 000
NL/13/15	400 000	400 000	360 000
NL/13/16	50 000	50 000	45 000
Sous-total	***3 064 205***	***2 189 410***	***1 962 251***
Pologne			
PL/13/04	1 000 000	1 000 000	900 000
PL/13/05	540 000	440 000	396 000
PL/13/06	227 350	227 350	204 615
PL/13/07	240 300	240 300	216 270
PL/13/08	172 600	172 600	155 340
PL/13/09	323 000	323 000	290 700
PL/13/10	208 760	208 760	187 884
PL/13/11	416 000	416 000	374 400
PL/13/12	40 500	40 500	36 450
Sous-total	***3 168 510***	***3 068 510***	***2 761 659***
Portugal			
PT/13/01	834 000	0	0
Sous-total	***834 000***	***0***	***0***
Roumanie			
RO/13/03	155 000	155 000	139 500
RO/13/04	120 000	120 000	60 000
RO/13/05	40 000	40 000	20 000
RO/13/06	104 000	104 000	93 600
Sous-total	***419 000***	***419 000***	***313 100***
Slovénie			
SI/13/01	42 000	42 000	37 800
SI/13/02	7 300	0	0
SI/13/03	1 200	1 200	600
SI/13/04	14 400	0	0
SI/13/05	5 000	5 000	2 500
SI/13/06	1 200	1 200	600
SI/13/07	40 000	40 000	36 000
SI/13/08	40 000	40 000	36 000
SI/13/10	45 000	45 000	40 500
SI/13/12	49 000	49 000	24 500
SI/13/13	20 000	20 000	18 000
Sous-total	***265 100***	***243 400***	***196 500***

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Finlande			
FI/13/01	1 000 000	1 000 000	900 000
FI/13/03	200 000	200 000	180 000
FI/13/04	150 000	150 000	135 000
Sous-total	***1 350 000***	***1 350 000***	***1 215 000***
Suède			
SE/13/01	348 210	348 210	313 389
SE/13/02	464 280	464 280	417 852
SE/13/03	580 348	580 348	522 314
Sous-total	***1 392 838***	***1 392 838***	***1 253 555***
Royaume-Uni			
UK/13/01	496 155	496 155	446 539
Sous-total	***496 155***	***496 155***	***446 539***
Total	***50 925 720***	***36 617 770***	***31 570 012***

ANNEXE II

DISPOSITIFS AUTOMATIQUES DE LOCALISATION

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Allemagne			
DE/13/08	12 500	12 500	11 250
DE/13/28	367 500	0	0
DE/13/02	493 500	0	0
DE/13/04	50 000	50 000	45 000
Sous-total	***923 500***	***62 500***	***56 250***
Malte			
MT/13/03	146 200	0	0
Sous-total	***146 200***	***0***	***0***
Roumanie			
RO/13/07	100 000	0	0
Sous-total	***100 000***	***0***	***0***
Slovénie			
SI/13/09	10 000	10 000	9 000
Sous-total	***10 000***	***10 000***	***9 000***
Espagne			
ES/13/19	1 256 340	1 256 340	1 130 706
ES/13/31	326 124	326 124	293 512
Sous-total	***1 582 464***	***1 582 464***	***1 424 218***
Royaume-Uni			
UK/13/03	245 597	245 597	221 037
Sous-total	***245 597***	***245 597***	***221 037***
Total	***3 007 761***	***1 900 561***	***1 710 505***

ANNEXE III

SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUES

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Belgique			
BE/13/04	70 000	70 000	63 000
BE/13/07	80 000	80 000	72 000
Sous-total	***150 000***	***150 000***	***135 000***
Danemark			
DK/13/02	335 134	335 134	301 619
Sous-total	***335 134***	***335 134***	***301 619***
Allemagne			
DE/13/11	75 000	75 000	67 500
DE/13/13	140 000	140 000	126 000
DE/13/16	170 000	170 000	153 000
Sous-total	***385 000***	***385 000***	***346 500***
Estonie			
EE/13/01	110 000	110 000	99 000
EE/13/02	90 000	90 000	81 000
EE/13/03	80 000	80 000	72 000
Sous-total	***280 000***	***280 000***	***252 000***
Irlande			
IE/13/03	1 100 000	1 100 000	990 000
Sous-total	***1 100 000***	***1 100 000***	***990 000***
France			
FR/13/05	910 000	900 000	810 000
Sous-total	***910 000***	***900 000***	***810 000***
Italie			
IT/13/06	100 000	100 000	90 000
Sous-total	***100 000***	***100 000***	***90 000***
Lituanie			
LT/13/02	231 696	231 696	208 526
Sous-total	***231 696***	***231 696***	***208 526***
Pays-Bas			
NL/13/17	200 000	200 000	180 000
Sous-total	***200 000***	***200 000***	***180 000***
Pologne			
PL/13/01	170 948	170 948	153 853
PL/13/02	60 000	60 000	54 000
PL/13/03	27 793	27 793	20 514
Sous-total	***253 741***	***253 741***	***228 367***

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Portugal			
PT/13/03	492 500	492 500	443 250
PT/13/05	211 000	211 000	189 900
Sous-total	***703 500***	***703 500***	***633 150***
Slovénie			
SI/13/11	40 000	40 000	36 000
Sous-total	***40 000***	***40 000***	***36 000***
Espagne			
ES/13/08	129 582	129 582	116 624
Sous-total	***129 582***	***129 582***	***116 624***
Total	***4 818 653***	***4 808 653***	***4 327 786***

ANNEXE IV

DISPOSITIFS ÉLECTRONIQUES D'ENREGISTREMENT ET DE COMMUNICATION

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Finlande			
FI/13/02	157 500	157 500	141 750
FI/13/05	175 000	175 000	157 500
Sub-Total	***332 500***	***332 500***	***299 250***
Total	***332 500***	***332 500***	***299 250***

ANNEXE V

PROJETS PILOTES

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans le programme national de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Espagne			
ES/13/28	100 000	0	0
ES/13/32	530 000	0	0
ES/13/38	250 000	0	0
Sous-total	***880 000***	***0***	***0***
France			
FR/13/01	40 000	40 000	20 000
Sous-total	***40 000***	***40 000***	***20 000***
Royaume-Uni			
UK/13/02	297 693	297 693	148 846
Sous-total	***297 693***	***297 693***	***148 846***
Total	***1 217 693***	***337 693***	***168 846***

ANNEXE VI

PROGRAMMES DE FORMATION ET D'ÉCHANGES

(EUR)

État membre et code du projet	Dépenses prévues dans les programmes nationaux de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Allemagne			
DE/13/03	15 000	0	0
DE/13/06	1 500	0	0
Sous-total	***16 500***	***0***	***0***
Grèce			
EL/13/01	70 000	70 000	63 000
Sous-total	***70 000***	***70 000***	***63 000***
Roumanie			
RO/13/01	200 000	0	0
RO/13/02	50 000	0	0
Sous-total	***250 000***	***0***	***0***
Espagne			
ES/13/26	40 000	0	0
Sous-total	***40 000***	***0***	***0***
Total	***376 500***	***70 000***	***63 000***

ANNEXE VII

MONTANTS RELATIFS AUX PROGRAMMES PILOTES D'INSPECTION ET D'OBSERVATION, AUX INITIATIVES DE SENSIBILISATION AUX RÈGLES DE LA PCP, AINSI QU'À L'ACHAT OU À LA MODERNISATION DE NAVIRES ET AÉRONEFS DE PATROUILLE QUI ONT ÉTÉ REJETÉS

(EUR)

Nature de la dépense	Dépenses prévues dans les programmes nationaux de contrôle de la pêche	Dépenses pour les projets retenus au titre de la présente décision	Participation maximale de l'Union
Programmes pilotes d'inspection et d'observation	36 000	0	0
Initiatives de sensibilisation aux règles de la PCP	35 400	0	0
Navires et aéronefs de patrouille	8 880 000	0	0
Total	**8 951 400**	**0**	**0**